

VEILLE RÉGLEMENTAIRE

Sécurité des personnes

Fiche VRE.27

Manutentions de charges

Code du travail Articles R4323-30 à 49

Code du travail Articles R4541-1 à 39

Décret n°92-958 du 3 septembre 1992 relatif aux prescriptions minimales de sécurité et de santé concernant la manutention manuelle de charges

Arrêté du 29 janvier 1993 relatif aux éléments de référence et aux autres facteurs de risque à prendre en compte pour l'évaluation préalable des risques et l'organisation des postes de travail lors des manutentions manuelles de charges comportant des risques notamment dorso-lombaires

Arrêté du 20 octobre 2004 fixant la liste des travaux effectués dans les entreprises agricoles et nécessitant une surveillance médicale spéciale

Décret n° 2017-1769 du 27 décembre 2017 relatif à la prévention et à la prise en compte des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels et au compte professionnel de prévention

1. Principe et généralités : manutention manuelle

On entend par manutention manuelle, toute opération de transport ou de soutien d'une charge, dont le levage, la pose, la poussée, la traction, le port ou le déplacement, exige l'effort physique d'un ou de plusieurs travailleurs.

Transport manuel : portage sur une certaine distance d'une charge à une ou plusieurs personnes.

Manutention manuelle au poste de travail : manutention au poste de travail sans déplacement de l'opérateur avec la charge ou déplacement sur une distance inférieure à deux mètres.

Poste pénible : poste où la rotation du personnel est importante ou nécessaire, où une alternance avec d'autres opérations moins contraignantes est impérative, où les risques d'accidents lombaires ou d'affection ostéoarticulaire sont réels, où l'on a constaté un fort absentéisme etc...

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 06/09/2019

L'employeur prend les mesures d'organisation appropriées ou utilise les moyens appropriés, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs. Car la manutention manuelle peut déclencher des cas de maladies professionnelles, notamment dorso-lombaires, pour les travailleurs, en raison des caractéristiques de la charge ou des conditions ergonomiques défavorables.

1.1. Limites du port de charge, en fonction de l'âge et du sexe

1.1.1 Port de charges pour les garçons

- De 14 ou 15 ans: 15 kg
- De 16 ou 17 ans: 20 kg

1.1.2 Port de charges pour les filles

- De 14 ou 15 ans: 8 kg.
- De 16 ou 17 ans: 10 kg

1.1.3 Port de charges pour les femmes

La limite à ne pas dépasser est 25 kgs au maximum,

1.1.4 Port de charges pour les hommes

La limite à ne pas dépasser est de 55 kgs au maximum.

Les hommes ne peuvent porter des charges supérieures à 55 kg, que s'ils sont reconnus aptes à le faire, par le médecin du travail.

En aucun cas un travailleur ne peut porter un poids supérieur à 105 kg.

1.2. Rythme de manutention manuelle

Lorsque la nécessité d'une manutention manuelle de charges ne peut être évitée, notamment en raison de la configuration des lieux où cette manutention est réalisée, l'employeur prend les mesures d'organisation appropriées ou met à la disposition des travailleurs les moyens adaptés, si nécessaire en combinant leurs effets, de façon à limiter l'effort physique et à réduire le risque encouru lors de cette opération.

On distingue 3 rythmes de manutention manuelle :

- Port de charge isolé : 1 seule fois dans la journée ;
- Port occasionnel : activité répétée 1 fois au plus par période de 5 minutes ;
- Port répétitif : activité régulière, répétée plus d'1 fois toutes les 5 mn pendant plusieurs heures.

Les travaux de manutention manuelle de charges lourdes et de conduite d'équipements destinés au levage de charges ou de personnes effectués dans les entreprises agricoles peuvent nécessiter une surveillance médicale spéciale. (Voir Fiche VRE 36)

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 06/09/2019

1.3. Limites d'effort en cas d'utilisation de moyens de manutention à traction manuelle

La recommandation R. 367 de la CNAM indique les limites d'effort à ne pas dépasser en cas d'utilisation de transpalettes manuels, dans le transport et les commerces de l'alimentation. Elle sert également de référence pour d'autres secteurs d'activité professionnelle.

Conformément à la recommandation R. 367 de la CNAM:

- Ne pas dépasser en translation horizontale un effort de :
 - 25 kgs pour un homme ;
 - et de 15 kgs pour une femme.
- De plus la charge ne doit pas dépasser sur un sol parfaitement horizontal :
 - 600 kgs pour un homme seul ;
 - et 360 kgs pour une femme seule.

L'employeur veille à ce que les travailleurs reçoivent des indications estimatives et, chaque fois que possible, des informations précises sur le poids de la charge et sur la position de son centre de gravité ou de son côté le plus lourd lorsque la charge est placée de façon excentrée dans un emballage.

2. Prévention, méthode

Lorsque la manutention manuelle ne peut pas être évitée, l'employeur :

- évalue les risques que font encourir les opérations de manutention pour la santé et la sécurité des travailleurs ;
- organise les postes de travail de façon à éviter ou à réduire les risques, notamment dorso-lombaires, en mettant en particulier à la disposition des travailleurs des aides mécaniques ou, à défaut de pouvoir les mettre en œuvre, les accessoires de préhension propres à rendre leur tâche plus sûre et moins pénible ;
- fait bénéficier les travailleurs dont l'activité comporte des manutentions manuelles d'une information sur les risques qu'ils encourent lorsque les activités ne sont pas exécutées d'une manière techniquement correcte, en tenant compte des facteurs individuels de risque et d'une formation adéquate à la sécurité relative à l'exécution de ces opérations.

3. Risque de troubles musculosquelettiques (TMS)

Les manutentions manuelles de charges peuvent être à l'origine de TMS.

Les TMS sont des maladies qui touchent les articulations, les muscles et les tendons. Elles s'expriment par de la douleur mais aussi par de la raideur, de la maladresse ou une perte de force. Quelque soit leur localisation les TMS peuvent devenir irréversibles et entraîner un handicap durable.

Ils sont le résultat d'une combinaison de multiples causes liées au poste de travail et à son environnement, à l'organisation du travail, au climat social dans l'entreprise. Ils peuvent être liés au vieillissement de la population active. Certains facteurs de risque de TMS sont concernés par les obligations réglementaires de la pénibilité.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 06/09/2019

4. Formation gestes et postures

Au cours de ces formations, essentiellement à caractère pratique, les travailleurs sont informés sur les gestes et postures à adopter pour accomplir en sécurité les manutentions manuelles.

Ces formations enseignent aux participants comment appliquer les bons gestes et adopter les bonnes postures au travail.

Le but est d'avoir les bons réflexes devant une situation de portage de charges et être capable de protéger son rachis lombaire et de minimiser ainsi le risque de maladies et troubles musculosquelettiques.

5. Manutentions mécaniques (voir fiche VRE.25)

La priorité est à donner à la manutention mécanique des charges. Il faut ainsi prévoir l'utilisation d'appareils mécaniques pour le levage de charges :

- Ponts roulants ;
- Chariots élévateurs ;
- Pallans ;
- Palloniers ;
- Autres accessoires de levages.

Toutes mesures sont prises et toutes consignes sont données pour que, à aucun moment, les organes des équipements de travail servant au levage de charges, quels qu'ils soient, ainsi que les charges suspendues ne puissent entrer en contact direct ou provoquer un amorçage avec les parties actives d'installations électriques non isolées, ou détériorer les installations électriques environnantes.

Le levage des personnes n'est permis qu'avec un équipement de travail et les accessoires prévus à cette fin.

La charge maximale utile est affichée sur l'équipement et il est interdit de soulever, hors essais ou épreuves, une charge supérieure à celle marquée sur l'appareil.

Les principales règles sont les suivantes :

- Lorsqu'un équipement de travail servant au levage de charges est à l'arrêt, aucune charge ne peut être suspendue au crochet ;
- Il est interdit de transporter des charges au-dessus des personnes, sauf si cela est requis pour le bon déroulement des travaux. Dans ce cas, un mode opératoire est défini et appliqué ;
- Lorsque la charge d'un appareil de levage croise une voie de circulation, des mesures spéciales sont prises pour prévenir tout danger résultant de la chute éventuelle de la charge transportée ;
- Lorsque deux ou plusieurs équipements servant au levage de charges non guidées sont installés ou montés sur un lieu de travail de telle sorte que leurs champs d'action se recouvrent, des mesures sont prises pour éviter les collisions entre les charges ou avec des éléments des équipements de travail eux-mêmes ;
- Pendant l'emploi d'un équipement de travail mobile servant au levage de charges non guidées, des mesures sont prises pour éviter son basculement, son renversement, son déplacement et son glissement inopinés ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 06/09/2019

- Lorsque le travailleur accroche ou décroche une charge à la main, les travaux sont organisés de telle sorte que ces opérations puissent être réalisées en toute sécurité. Pendant ces opérations aucune manœuvre de l'appareil de levage ne peut être réalisée tant que ce travailleur n'a pas donné son accord ;
- Lorsqu'une charge doit être levée simultanément par deux ou plusieurs équipements de travail servant au levage de charges non guidées, un mode opératoire est défini et appliqué pour assurer la bonne coordination des opérateurs et des opérations ;
- En prévision d'une panne partielle ou complète de l'alimentation en énergie, et si les équipements de travail servant au levage de charges non guidées ne peuvent pas retenir ces charges, des mesures sont prises pour éviter d'exposer des travailleurs aux risques qui peuvent en résulter ;
- Il est interdit de laisser les charges suspendues sans surveillance, sauf si l'accès à la zone de danger est empêché et si la charge a été accrochée et est maintenue en toute sécurité ;
- Il est interdit de balancer les charges pour les déposer en un point qui ne peut être atteint normalement par l'appareil de levage ;
- Il est également interdit de soulever ou de tirer les charges en oblique, sauf à l'aide d'appareils conçus à cette fin ;
- Les accessoires de levage sont choisis et utilisés en fonction des charges à manutentionner, des points de préhension, du dispositif d'accrochage et des conditions atmosphériques et compte tenu du mode et de la configuration d'élingage ;
- Tout assemblage d'accessoires de levage permanent est clairement marqué pour permettre à l'utilisateur d'en connaître les caractéristiques.

6. Pénibilité liée aux manutentions manuelles

La réforme du Code du travail par ordonnances de 2017 a apporté 3 changements au compte de pénibilité qui avait été mis en place précédemment :

- les critères ;
- le nom ;
- le financement.

6.1. Les critères de pénibilité

6 critères au lieu de 10 : le compte comportait à l'origine 10 critères. Le gouvernement a choisi d'en éliminer 4. Il s'agit de l'exposition aux postures pénibles, aux vibrations mécaniques, aux risques chimiques ainsi que le port de charges lourdes.

Seule exception : ces critères seront reconnus s'ils génèrent une maladie professionnelle reconnue et un taux d'incapacité permanente de plus de 10%. Toutefois, s'ils sont la cause d'une maladie professionnelle, les facteurs supprimés seront toujours considérés comme un facteur de pénibilité.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 06/09/2019

6.2. Le compte personnel de prévention

Le compte pénibilité change de nom et s'appelle désormais compte personnel de prévention (C2P).

6.3. Le nouveau mode de financement

Depuis le 1^{er} janvier 2018, les entreprises ne sont plus redevables de la cotisation de base et de la cotisation additionnelle. Le compte est financé par la branche accidents du travail de la sécurité sociale.

Le facteur de risque manutentions manuelles a été retiré des facteurs à prendre en compte pour la pénibilité, au sein du CPP (Compte Personnel de prévention) voir VRE 14 Document unique et pénibilité.

Facteurs pouvant aggraver la pénibilité de la manutention manuelle :

Les facteurs suivants, lorsqu'ils sont cumulés au port de charge, sont des risques à évaluer pour les postes de travail.

Facteurs liés à la charge :

- Poids, taille et forme de la charge ;
- Charge située en hauteur ou à déposer en hauteur.

Facteurs liés aux locaux de travail :

- Espace de travail exigu ;
- Sol encombré ;
- Sol en mauvais état ;
- Sol glissant.

Facteurs d'ambiance :

- Ambiance froide (entrepôt frigorifique) ;
- Ambiance chaude (fonderie) ;
- Intempéries.

Facteurs organisationnels :

- Cadence rapide ;
- Gestes répétitifs ;
- Travail dans l'urgence ;
- Travail posté ;
- Travail de nuit.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 06/09/2019

Pour en savoir plus :

Brochure INRS Manutention manuelle : <http://www.inrs.fr/media.html?refINRS=TJ%2018>

Recommandation R 367 de la CNAMTS visant à prévenir les risques dus aux moyens de manutention à poussée et/ou à traction manuelle (1994).

https://www.ameli.fr/sites/default/files/Documents/5339/document/recommandation-r367_assurance-maladie.pdf

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 06/09/2019